

Meurthe-et-Moselle

L'hydrogène, levier stratégique de la transition énergétique et gisement d'emplois

Entre projets de stockage souterrain, nouvelles filières de formation et recherche de gisements, la Meurthe-et-Moselle explore toutes les pistes offertes par l'hydrogène. Objectif : accélérer la transition énergétique et réduire la dépendance aux énergies fossiles.

L'hydrogène séduit le Cœur du Pays-Haut engagé dans les énergies renouvelables

L'intercommunalité Cœur du Pays-Haut a été précurseuse en la matière. L'hydrogène n'est pas qu'un mot à la mode pour son président, Daniel Matergia, qui y croit tout comme fer : « Je suis un convaincu. Je pense vraiment que l'hydrogène va s'imposer comme un vecteur incontournable. C'est la matière la plus abondante dans l'univers. Elle a un vrai rôle à jouer dans la transition écologique et dans la lutte contre le réchauffement climatique. Quand et comment ? Tout ça est encore à expérimenter ».

Station hydrogène

Engagée depuis une dizaine d'années dans l'hydrogène, la communauté de communes n'en est pas à sa première expérience. Lauréate du projet MHyRABEL et labellisée Territoire à énergie positive pour la croissance verte (TEPCV), elle avait installé, fin 2019, une station hydrogène à Audun-le-Roman pour le développement d'une mobilité verte et décarbonée.

Elle permet d'alimenter les batteries de deux véhicules de l'intercommunalité et un de la Sodoger (So-

ciété de développement et de gestion des énergies renouvelables) à partir d'énergies propres. « Certains agents préfèrent rouler avec parce qu'ils se sentent plus en sécurité », confie Daniel Matergia. « Quand on voit les dégâts écologiques que font la construction ou le recyclage des batteries de véhicules électriques, je ne crois pas du tout au tout électrique pour la mobilité. L'hydrogène me paraît plus intéressant », estime-t-il.

Mix énergétique

Cœur du Pays-Haut veut montrer tout l'intérêt qu'il y aurait à combiner plusieurs sources de production énergétique et souhaite se dresser comme fer de lance de ce projet sur le territoire, notamment à travers son parc éolien « Audunois Nord » à Bréhaïn-la-Ville. « On a fait des études avec l'IUT de Longwy pour voir comment on pourrait en faire un pilote énergétique autour de trois développements : des panneaux photovoltaïques (la commune a un projet de panneaux sur des terrains militaires qu'ils viennent de racheter), l'éolien, ainsi

qu'un stockage et une production d'hydrogène ». Mais les premiers résultats montrent que ce ne sera pas pour tout de suite. « En face du parc, il y a aussi un méthaniseur. On aurait alors sur le territoire une production multivectorielle. Notre réflexion c'est : est-ce que l'hydrogène peut y trouver sa place ».

Si la filière a connu un ralentissement post-Covid avant d'obtenir un regain d'intérêt, les aides se font de plus en plus rares. Et l'hydrogène, ce n'est pas un secret, comme pour la majorité des nouvelles technologies, ça coûte cher. « On n'a pas encore l'écoute ou l'attention de ce qui peut se passer dans de petits territoires comme le nôtre. Alors qu'on a aussi une pierre à apporter à l'édifice en tant qu'utilisateur et acteur de ces mutations ».

● Alexis Vauray

« Quand on voit les dégâts écologiques que font la construction ou le recyclage des batteries de véhicules électriques, je ne crois pas du tout au tout électrique pour la mobilité. L'hydrogène me paraît plus intéressant »

Daniel Matergia, président de la communauté de communes Cœur du Pays-Haut



Projet StorgrHyn : y aura-t-il du stockage d'hydrogène sur le site gazier de Cerville ?



Les risques liés au stockage de l'hydrogène sont les mêmes que pour le gaz naturel. Photo Marion Petit

Le site de Cerville, à 10 km de Nancy, est un site de stockage souterrain de gaz naturel mis en service en 1970. Il s'étend sur treize communes et alimente principalement le nord et l'est de la France.

Le gaz est stocké dans une zone aquifère (humide). Aujourd'hui, 1,5 milliard de mètres cubes de gaz y sont entreposés, soit l'équivalent de 600 000 piscines olympiques ou encore 80 % de la consommation annuelle de la Lorraine.

Réduire les gaz à effet de serre

Dans le but de réduire les gaz à effet de serre, Storgrengy (filiale du groupe Engie) envisage désormais d'y stocker de l'hydrogène. Cela contribuerait à la décarbonation de l'industrie et des transports. Ce projet s'inscrit dans les

objectifs des politiques publiques françaises et européennes. L'idée est d'utiliser, dans un premier temps, les infrastructures déjà existantes du groupe.

Utilisation des cavités salines

Cependant, le site de Cerville n'en est encore qu'à la phase d'instruction.

Le programme nommé StorgrHyn, qui couvre les zones de Nancy, Est-Sélestat et Nord Mulhouse, a déposé une demande de Permis exclusif de recherches (PER).

Ce permis a été déposé en juin 2025 pour la zone de Nancy. Il se fonde sur l'analyse géologique et vise à évaluer les capacités des couches de sel souterraines, propices à retenir et stocker l'hydrogène. La région Grand Est possède en effet des formations salines

en profondeur, qui pourraient se prêter à ce type de stockage.

Premiers forages en 2030

L'obtention du PER, délivré par arrêté ministériel et publié au Journal officiel, autoriserait uniquement l'exploration des sites concernés, comme celui de la zone de Nancy, qui s'étend sur 42 communes. Il ne s'agit pas encore d'un feu vert pour exploiter les sous-sols, conformément au Code minier.

À ce jour, aucune décision définitive n'a été prise quant au stockage de l'hydrogène sur le site de Cerville ou dans la zone de Nancy.

Si toutes les étapes réglementaires sont franchies avec succès, les premiers forages pourraient débuter à l'horizon 2030.

● Marion Petit

La station hydrogène d'Audun-le-Roman a été inaugurée en décembre 2019.
Photo Frédéric Lecocq



Toulois: la station multi-énergies se fait attendre

Initialement annoncée pour 2022, la station de carburants verts de Gondreville, portée par la communauté de communes Terres Toulaises (CC2T), peine à sortir de terre.

Un emplacement stratégique

Ce projet s'inscrit dans une volonté de développer des alternatives aux carburants fossiles, en cohérence avec les objectifs de décarbonation du transport routier. Il devrait aussi renforcer l'at-

tractivité logistique du territoire.

Située à hauteur de l'échangeur n° 16 de l'A31, à proximité de la zone industrielle Sud-Lorraine de Gondreville-Fontenoy, la station vise à répondre aux besoins des nombreux poids lourds qui transitent chaque jour dans le secteur, mais aussi à ceux des particuliers.

Mais face à un marché de l'hydrogène encore incertain, le projet initial a été revu à la baisse.

Dans un premier temps, la

station ne proposera donc que deux pistes dédiées au biogaz naturel compressé (GNC), deux places pour des recharges en électricité verte, avec une borne de 250 kW et deux pistes pour carburants HVO (huile végétale hydrotraitée)/AdBlue.

La construction d'un point d'avitaillement en hydrogène décarboné reste cependant prévue, son installation dépendant de l'évolution des flottes de véhicules compatibles.

● **Didier Humbert**



À terme, la station future station multi-énergies verte de Gondreville devrait, peu ou prou, ressembler à cela.

Des formations dans les métiers de l'hydrogène démarreront en septembre à Maxéville

Le pôle formation de l'Union des industries et métiers de la métallurgie (UIMM) Lorraine, dont le siège se trouve à Maxéville, commencera en septembre à former des salariés dans les métiers spécifiques de l'hydrogène pour répondre aux besoins des entreprises tournées vers la transition énergétique et la décarbonation.

La formation apparaît comme une nécessité si la France veut atteindre son objectif de neutralité carbone en 2050.

L'organisme de formation spécialisé dans les métiers de l'industrie a remporté, le 17 mars dernier, l'appel à projet lancé par la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (Dreets Grand Est), dans le cadre du Fonds pour une transition juste: «Atténuer les effets de la transition écologique et énergétique». Cela va se traduire par la mise en œuvre de deux projets distincts.

«Hydrogène: la révolution énergétique qui recrute»

Ce premier projet se concentrera sur la promotion des métiers de l'hydrogène, avec des actions de sensibilisation et des formations destinées à des salariés en poste, demandeurs d'emploi et personnes en reconver-



L'UIMM Lorraine à Maxéville commencera en septembre à former des salariés dans les métiers de l'hydrogène.
Photo Patrice Saucourt

sion professionnelle.

«Pass hydrogène»

Ce second projet sera dédié à la formation des salariés dans les métiers spécifiques de l'hydrogène et ciblera principalement quatre métiers: soudeur, tuyauteur, chaudronnier et technicien de maintenance.

Le pôle formation de l'UIMM Lorraine, en commençant les formations en septembre sur ses différents sites, a l'ambition de former à l'hydrogène une cinquantaine de personnes sur une année et d'accompagner cent quarante personnes déjà en poste en entreprise et les demandeurs d'emploi.

Une ambition confortée par la découverte prometteuse, en 2023, d'un immense gisement de gaz à l'état naturel en Moselle, dans le sous-sol de Folschviller.

● **Jean-Christophe Vincent**

Un projet de recherche d'hydrogène vise 38 communes autour de Pont-à-Mousson

La Française de l'Énergie (FDE), une entreprise basée du côté de Folschviller (en Moselle) a entamé une demande de permis de recherche d'hydrogène. Actuellement, la FDE vient seulement de finir l'étape de consultation publique. Cette dernière s'est terminée le 11 août dernier.

38 communes concernées

Mais la société veut sécuriser un énorme périmètre de recherche allant de la frontière allemande jusqu'en Meurthe-et-Moselle. Dans ce dernier, 38 communes sont impactées par cette potentielle recherche, de Waville à Létrécourt jusqu'à Jezainville. Toutes autour de Pont-à-Mousson.

Un permis pour sécuriser un périmètre

Pour autant, les communes sont encore loin d'être inquiétées par de potentiels forages. Il y a quelques années, la FDE avait déjà un permis de recherche pour du gaz de couche à Folschviller.

Pendant cette découverte, ils ont trouvé de l'hydrogène à 1100 m de profondeur. Leur postulat a donc été de dire qu'en allant trois fois plus loin, l'hydrogène pour-



Le secteur de Pont-à-Mousson concerné par la recherche d'hydrogène.

rait y être présent de manière plus concentrée.

Avec cette idée, l'entreprise a déposé un permis de recherche aussi vaste «pour sécuriser un périmètre», explique Thierry Pelte, membre des Shifters qui s'est intéressé à ce dossier. Car même si la FDE a fait la demande, ils doivent d'abord confirmer leur hypothèse initiale avec beaucoup de conditions.

Une fois seulement toutes celles-ci remplies, ils pourront rechercher dans le périmètre déposé à la préfecture. «La zone du bassin de Pont-à-Mousson sélectionnée est dans le bassin houiller, mais à la limite. Il y a peu de chances qu'il se passe quelque chose dans le secteur.» Mais cela reste à suivre.

● **Nolann Rock**